



La Coordination

LETTRE OUVERTE au Président de la République Felix Antoine TSHISEKEDI

Kinshasa, le 5 Septembre 2022

Felix Antoine
TSHISEKEDI TSHILOMBO
Président de la République
Palais de la Nation
Kinshasa/Gombe

Objet :

1. STRICTE RESPECT DE L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION.

JEUDI 26 OCTOBRE 2023 CONVOCATION DU SCRUTIN

« Le scrutin pour l'élection du Président de la République est convoqué par la Commission électorale nationale indépendante, 90 jours avant l'expiration du mandat du Président en exercice » Constitution RDC.

2. RESPECT SANS COMPROMIS DE VOS ENGAGEMENTS INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES.

3. INTERPELLATION SUR LA DEGRADATION EXCESSIVE DES CONDITIONS DE VIE ET SECURITAIRES DES CONGOLAIS.

4. ULTIMATUM CIVIL. DEPART IMMEDIAT OU REQUALIFICATION DES MISSIONS ET ACTIVITES DE LA MONUSCO SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET A KINSHASA.

Monsieur le président de la République,

Le contexte dans lequel vous lisez ce courrier est explosif sur l'ensemble du territoire national. C'est le calme avant la tempête. Malheureusement, cerné par des flatteurs, vous préférez savourer la douce musique de vos courtisans qui essaient tant bien que mal de vous distraire pendant que le navire de votre régime coule irréversiblement.

Dans vos récents discours, vous avez appelé à l'unité de la Nation en réponse aux épreuves que nous traversons. Comme d'habitude, vous semblez user d'une idiolecte qui est loin de coller à la réalité.

En temps de guerre et de crise, l'unité nationale signifie avant tout la cohésion de toutes les forces politiques et sociales du pays en vue de constituer un front commun contre l'ennemi.



La Coordination

Or jamais un Président de la République sous nos tropiques n'a tenu en piètre estime l'opposition politique comme vous le faites avec mépris, outrecuidance et condescendance.

Alors que vous savez en âme et conscience que vous êtes le fruit d'une césarienne électorale conçue par votre prédécesseur, vous n'avez jamais taché de prêter oreille au plan de sortie de crise proposé par le vrai vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018, en l'occurrence Martin Fayulu qui a été pourtant plébiscité au vu et au su de tous à plus de 60% des scrutins valablement exprimés.

Ayant accepté le fait accompli pour ne pas plomber une mère patrie déjà agonisante, le vrai vainqueur de l'élection présidentielle a eu la sagesse de vous tendre une perche que vous avez dédaigneusement rejeté au grand désarroi des médiateurs internationaux qui ont toujours du mal à expliquer votre suffisance béate. D'autant plus que même dans les pays où la vérité des urnes est consacrée, le premier réflexe du vainqueur a toujours été de tendre la main à l'opposition.

Monsieur le Président de la République,

L'unité nationale dans un pays qui compte plus de 400 ethnies c'est aussi une praxis managériale aux antipodes des relents tribalistes. Les Congolais ont toujours été choqués de vous entendre emboucher l'antienne de la lutte contre le tribalisme alors que votre régime ne saurait être défini autrement que comme la plus haute manifestation du tribalisme.

Tous les rouages névralgiques de l'État sont tenus par vos frères de tribu qui ne se privent pas de s'en prévaloir. Inutile d'énumérer vos frères et sœurs de tribu à qui vous avez remis des postes clés pour masquer votre impopularité et donner l'impression d'avoir une épaisseur de légitimité.

Chaque fois qu'un poste stratégique a été en compétition, l'opinion nationale sait à l'avance que vous le réserverez à la tribu. C'est la raison pour laquelle les Congolais n'ont pas commenté outre mesure la désignation d'un autre frère de tribu en remplacement du Professeur Kaluba tombé en disgrâce à la tête de la Cour constitutionnelle.

La nation est impatiente de vous faire payer cette incurie dans les règles de l'art à l'expiration de votre mandat, sauf si vous préférez la méthode insurrectionnelle en vous pérennisation au pouvoir sans organiser des bonnes élections à bonne date.



La Coordination

Pour notre part, nous pensons que cette unité doit se faire en préservant et en préparant un avenir commun, plaçant au centre de toutes les priorités les populations congolaises dans toutes leurs diversités. Pour ce faire, leurs droits, consacrés il y a près de seize ans par la Constitution de la République doivent plus que jamais être garantis à chaque Congolais.

Il y a deux mois, à l'occasion du soixante deuxième anniversaire de l'indépendance du Congo, vous aviez délivré à la nation un discours engagé sur le respect de vos promesses et engagements, et énoncé les nombreux défis à relever afin de passer "des promesses aux actes". À l'opposé, vos quatre années écoulées n'ont pas apporté les progrès attendus en RDC dont nous voulons rappeler l'urgence à la veille de l'expiration de votre mandat.

Vous pouvez encore mettre à contribution la dernière année de votre mandat raté pour honorer tant soit peu le combat et la mémoire de votre illustre père et mentor Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA !

Après tant de gâchis depuis son accession à l'indépendance, la RDC compte enfin de façon discontinue, faisant de la troisième République une ère concluante d'apprentissage démocratique. Nous osons croire que l'héritier de l'opposant historique Étienne Tshisekedi wa Mulumba que vous êtes ne sera pas celui par qui le scandale va arriver.

A près d'un an exactement avant la convocation du scrutin prévu pour le 26 octobre 2023, suivant l'article 71 de la Constitution, notre observation technique du paysage général ne laisse entrevoir rien de rassurant. En revanche, nous percevons dans les déclarations de vos collaborateurs et autres gestionnaires publics des allusions à la préparation et la mise en place d'une supercherie organisée pour tomber dans un glissement politique anticonstitutionnel.

Aussi vous rappelons-nous notre engagement à défendre le strict respect des textes sur cette question, y compris au prix de nos vies.

Nous vous appelons donc à tout mettre en œuvre maintenant, objectivement et stratégiquement pour convoquer le scrutin le 26 octobre 2023 exactement. C'est la seule manière de vous ménager une voie de sortie honorable pour ne pas placer le peuple dans l'obligation de s'assumer en vous jetant brutalement dans la géhenne de l'histoire.

Le 30 juin dernier, devant des millions de Congolais, vous vous engagiez avec force à mettre en place une stratégie de révision des vos engagements majeurs à l'endroit de la République.



La Coordination

Nous avons observé l'instauration d'une culture managériale de votre leadership qui place la communication de vos engagements en première ligne.

Chaque vendredi vous dirigez un conseil de ministres, reléguant ainsi au second plan vos deux Premiers Ministres successifs. Cela vous rend comptable du bilan dégoûtant de votre gouvernance cyclothymique.

La majorité des missions à l'étranger sont conduites par vous-même au cours d'une mandature où vous avez battu tous les records de voyages onéreux. Il vous revient donc d'assumer le bilan de la catastrophe diplomatique en cours, notamment dans nos relations avec les voisins directs.

A chaque occasion de communication officielle ou non officielle au pays comme à l'étranger, vous faites des promesses aux Congolais. L'« INSTITUTION PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE » n'a jamais été autant dévaluée par des promesses à l'emporte pièce sans possibilité d'être tenues. Faute de temps pour faire une énumération exhaustive de toutes vos promesses, nous vous rappelons cher Président de la république qu'à moins de 400 jours de la fin de votre mandat, le taux général de vos PROMESSES, dont nous faisons un monitoring au quotidien, est de moins de 20%.

Nous n'avons plus le temps de tergiverser. Il est temps, Monsieur le Président de la République, d'aller au bout de vos engagements en sauvant ce qui peut encore l'être.

Monsieur le Président de la République,

Nous vous rappelons nos vives inquiétudes face à la dégradation du niveau de vie des Congolais depuis plus de trois ans et demi maintenant. Nous entendons vos courtisans rabâcher à longueur des journées sur la gratuité de l'enseignement qui est un droit à l'éducation de base garanti par la Constitution.

Faut-il vous rappeler que cette gratuité qui était déjà effective en milieux ruraux avant votre avènement est devenue un casse-tête depuis que vous l'avez imposée abruptement sans programmation en milieux urbains. Au point qu'aucun parent responsable ayant des moyens ne prend plus le risque de scolariser ses enfants dans des écoles primaires publiques où les enseignants ne peuvent plus donner le meilleur d'eux-mêmes parce que tirant le diable par la queue ? Inutile de revenir sur l'illusion monétaire à laquelle s'apparente les revalorisations salariales tant vantées.

Tout se passe comme si vous avez oublié qu'avec votre projet présidentiel dispendieux de 100 jours, les Congolais ont perdu 20% de leur pouvoir d'achat avec la dépréciation de la monnaie qui en a résulté. Si l'on ajoute à cette dépréciation l'inflation record et la surchauffe sur le marché des biens et services, la réalité est que les Congolais et les



La Coordination

fonctionnaires lambda ont, hélas, un niveau de vie de loin inférieur à celui qu'ils avaient avant votre investiture.

La même inconséquence se poursuit par certaines couleuvres qu'essayent de vous faire avaler vos collaborateurs en misant sur votre ingénuité. Le Ministre de la Fonction Publique par exemple vient de vous jeter de la poudre aux yeux avec la complicité de son collègue en charge des finances à travers une supercherie relative à une assistance maladie en faveur de tous les fonctionnaires de l'État.

Quelle infamie ! Dans les faits, il s'agit de retrancher désormais 10 dollars américains à chaque fonctionnaire par mois, pour alimenter les comptes d'un repris de justice de notoriété publique nommé Henri Braun, sans garantie aucune de couverture sanitaire au profit des fonctionnaires de l'État, dans la mesure où le patron de la mutuelle Lisungi (Henri Braun) ne dispose déjà pas de relais à l'échelle nationale. Une fois de plus, on vous a vendu du vent aux dépens du petit peuple qui vous le fera payer à coup sûr.

Les faibles réformes déjà entreprises ne bénéficient qu'à votre électorat tribal auquel vous avez fait un clin en baptisant dans la langue du terroir l'unique projet présidentiel libellé en langue vernaculaire, à savoir le projet "TSHILEJELU".

Le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis 2019. Par ailleurs, nous ne voyons aucune stratégie ou réforme objective en œuvre dans le secteur de l'emploi, la sécurité sociale et système d'assurance.

Au final, les plus pauvres apparaissent aujourd'hui comme les grands perdants de l'action gouvernementale. Ce bilan ne cesse de nous interroger quand, en parallèle, le pouvoir d'achat des apparatchicks au pouvoir monte en flèche, à l'image des membres du cabinet du Président de la République qui ont vu leur rémunération multipliée par trois dès votre entrée en fonction, créant ainsi ex nihilo une caste de nouveaux riches nourris à la mamelle du trésor public.

Les seules augmentations notables de rémunération réalisées sous votre mandat n'auront concerné que la classe politique corrompue que vous soignez aux oignons pour avoir un blanc seing dans toutes les entreprises dolosives qui caractérisent votre gouvernance.

Sous votre règne, on détourne les deniers publics en termes de millions de dollars américains sans crainte d'être maintenu en prison, le tout à travers la théâtralisation de l'Inspection Générale des Finances transformée en organe d'inquisition des adversaires politiques.



La Coordination

Dans le registre de la sécurité, la RDC est aujourd'hui transformé en un coupe-gorge où la chienlit s'est généralisée jusqu'à atteindre le pacifique territoire de Kwamouth, jadis havre de paix.

Avec les crises à répétition à l'Est de la République, causant des pertes en vies humaines des compatriotes congolais, il n'est plus permis de faire confiance en vos dispositifs sécuritaires qui deviennent systématiquement des remèdes pires que la maladie dont souffre le pays.

Et en milieu urbain, vos politiques et méthodes liées à la gestion sécuritaire des Congolais et de leurs biens n'atteint pas 20% de taux de satisfaction. Cette situation inspire à notre organisation une perte de confiance en votre leadership.

Pensez à mettre en œuvre une stratégie structurelle objective et efficace maintenant. Ceci pourrait améliorer très rapidement le pouvoir d'achat des plus précaires ainsi que les insécurisés, tout en donnant un signal que votre gouvernement s'inquiète réellement de leur sort.

Il est temps que par le truchement de votre leadership, votre gouvernement enclenche ce tournant social et sécuritaire tant attendu et prenne en considération les plus vulnérables qui représentent 90% de la population congolaise, afin de « ne plus oublier personne », selon votre volonté exprimée le 24 janvier 2019 lors de votre prestation de serment à la nation.

Nous ne vous rappelons pas les conditions et les circonstances ayant conduit les Nations-Unies à la signature des résolutions créant la MONUSCO ainsi que les divers amendements sur ses missions et dénominations antérieures.

Aujourd'hui, avec les manifestations de nos compatriotes de l'EST exigeant le départ immédiat et sans condition de la MONUSCO, l'occasion est donnée à la République tout entière, son Chef d'Etat en première ligne, de dresser un bilan objectif sans aucune complaisance sur l'opportunité, l'utilité et la pertinence de la présence de cette force de Nations-Unies sur le territoire national.

À l'instar de nos compatriotes de l'Est de la République, nous vous lançons l'Ultimatum Civil de 30 jours à compter de ce jour :

- **pour prendre une décision officielle, sinon sur le départ immédiat, du moins sur la requalification sans condition des missions et positions opérationnelles de la Monusco.**
- **La publication du calendrier électoral, conformément à la constitution pour la tenue des élections dans les délais constitutionnels, c'est-à-dire absolument en 2023 ; (avec ou sans consensus)**



La Coordination

Il n'est pas question de passer sous silence le sacrifice de nos compatriotes tués et blessés par les casques bleus à l'Est pendant qu'ils exprimaient leur ras-le-bol légitime contre l'apathie de la plus grande mission onusienne de maintien de la paix au monde. Avant ces manifestations populaires ne doit pas équivaloir à après ce rejet total des touristes déguisés en casques bleus. Faute de quoi nous lancerons des manifestations de plus grande envergure avec toute la population congolaise à partir de Kinshasa.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses.

Pour la Plateforme de changement « MBONDA »

Fait à Kinshasa, le 05 septembre 2022

N°	NOM POST-NOM PRENOM	QUALITE	STRUCTURE	SIGNATURE
01	JERRY LUBOMA	Coord.	MBONDA	
02	NONON MWIMBA BIN MASI	Pdt	A.S.P.C	
03	MAMBOLO - FERDINAND	OP	MBONDA	
04	BAMBI KAZADI			
05	BOITA SOMBO LAURIANE	Coord	ASBL AGIR	
06	KASONGO MBUL MONS RODRIGUE	Represent	COLLECTIF 2016	
07	KASONGO METELA RUBEN	Coord	PACEM IN FERRIS	
08	MUKAMBU NGILA MOISE	Coord Adf	ENGAGEMENT pour la patrie	
09	KASHITA USHINA	Coord.	J.E.N	
10	KINGA KANIANKI	Coord	BOMOKO ASBL	
11	JIMMY FUTU	Coord	JEDNEC INNOVATEUR	
12	BOPALU OSALU MAURICE	Coord	PODEL	
13	MBUYI MPIANA MIKE	COORDON	CT	
14	BONSOMI-BILAKA	COORD	M.E.C	
15	MULINDA-YENGA-DIEU NERCY	COORD	SVC	
16	LOWENGA CHRISTIAN	Coord	M30	



La Coordination

17	KATAMBWE DEOGRACIAS	Coord	les voix des opprimés	
18	BOKU MUKAMBA	Coord	MCKIB	
19	MATTHIEU DJUKGA	TECHNICIEN	MCKIB	
20	DIDIER MUAKA	Coord	C. Engaya	
21	MAKALAMBA ERIC	POT	MJAD	
22	MANZAKILA ANSELME	COORD	A.P.C	
23	LIMONO-NGANDBO-DENEIGE	Coord	E.DIM.	
24	MVILA MANGOVO Ethier	COORDON	U A	
25	BAZIMANSE KASEYA SENEK	COORD	M.J.S	
26	ALEXIS MWAMBA	MILITANT	Mouvement ^{Uwoyem} Jun	
27	MUSAFIRI EMMA	POT	DA.P	
28	MIMBWETE CEDRIC	COORDON	LES DECIDEURS	
29	FABRICE KIBOMBA KBO	COORDON	F.A.C	
30	KIBOMBA SIDIER SAFANG	COORD	N.O.R.P.	
31	NEITA KIBAMWA NUYIMBI	COORD	NEITA	
32	LUPUSA MUYAMBALA	MEMB	PM	
33	NKUMU BOYULO	COORD	ASSORE	
34	MUNDENGI LANDU	COORD	SCADC	
35	MISENGE ELUMBA	COORD	SYJESAC	
36	Blaise Iyola		NEITA	
38	Mugite LUPAKA ISHITA FILS	COPAC		
39	LUSKA LE - KIVETE	UNIMAK		
40	MUYAMBALA-JOHNINY	SGA	AGIR	
41	VANGU MERVE	UNIC/Coord	JC/RDC	